

**Philippe
Douste-Blazy**

MALADIE FRANÇAISE

**Pandémie : et pourtant
tout avait été préparé !**

préface du
Pr DIDIER RAOULT

l'Archipel

Un livre présenté par Yves Derai

Notre catalogue est consultable à l'adresse suivante :
www.editionsarchipel.com

Éditions de l'Archipel
34, rue des Bourdonnais
75 001 Paris

ISBN 978-2-8098-3985-2

Copyright © L'Archipel, 2020.

*« On mesure l'intelligence d'un individu
à la quantité d'incertitudes
qu'il est capable de supporter. »*
Emmanuel Kant

PRÉFACE

Je connais Philippe Douste-Blazy depuis près de trente ans et j'ai suivi avec grand intérêt tout ce qu'il a accompli dans ses fonctions nationales et internationales.

En tant que ministre de la Santé, en 1993, il a mis en place les délégations à la recherche clinique dans les hôpitaux. Dix ans plus tard, il définissait la part universitaire des CHU, créant une dotation officielle sur les financements hospitaliers destinés à la recherche.

Dans les faits, cette dotation n'a hélas pas été utilisée à des fins de recherche identifiables. Dans les CHU, l'argent destiné à la recherche a eu de multiples usages, hélas sans respect pour les affectations prévues par Philippe Douste-Blazy. Conséquence : la recherche médicale est aujourd'hui malade. Ce gâchis a été précipité par le retrait de l'Inserm des hôpitaux et l'inimitié de Philippe Lazar (qui l'a dirigé à partir de 1981) à l'égard des médecins universitaires. Tout cela n'a jamais réellement été rattrapé. Il a donc fallu créer des agences et des instituts qui sont venus se substituer à l'Inserm dans le domaine de la recherche sur le sida, puis sur le cancer.

La disparition des instituts de recherche institutionnels des hôpitaux explique qu'aujourd'hui une grande partie du financement de la recherche médicale hospitalière repose sur l'industrie pharmaceutique, avec toutes les dérives que l'on peut craindre, notamment un vivier de chercheurs moins robuste entraînant une perte de capacités créatives. Cela a justifié une profonde réflexion, qui a débuté avec la création des IHU, les instituts hospitalo-universitaires (dont j'ai eu la chance de bénéficier). Il faut poursuivre cette stratégie afin de consolider des pôles de soins et de recherche sur différentes thématiques. N'oublions pas que la bonne performance médicale de la France en cancérologie est en partie liée à cette structuration par pôles : tout d'abord avec les centres anticancéreux créés par le général de Gaulle, puis la création de l'Institut national du cancer.

En 2004, lors de son second passage au ministère de la Santé, Philippe Douste-Blazy a aussi entrepris de mettre en place un plan de lutte contre les pandémies, dans l'esprit du rapport que j'avais réalisé pour son prédécesseur, Jean-François Mattei, en 2003. Comme souvent, les décisions n'ont pas suivi les propositions du fait de la rapidité des changements de personnes aux postes de responsabilités ou même de l'absence de décrets d'application. Ce plan aurait pourtant été d'une grande utilité.

S'agissant de la Covid-19, on a vu que la crise a été moins bien gérée dans la plupart des pays occidentaux (Europe et États-Unis) que dans les autres pays.

Cela tient au fait que nos pays ne sont pas habitués à gérer les épidémies et que le tissu scientifique dédié aux maladies infectieuses y est moins développé.

Dans ces conditions, la capacité à répondre aux crises et à organiser une réflexion pertinente devient un véritable défi. Comme le souligne très justement Philippe Douste-Blazy dans cet ouvrage, l'opinion du Conseil scientifique selon laquelle il était impossible de réaliser des tests à grande échelle, comme l'ont fait la plupart des pays développés, était infondée.

C'était une très profonde erreur. Toutes les analyses internationales ont démontré une surmortalité importante dans les pays qui avaient pris du retard sur la pratique des tests. Après cette faute originelle, s'ensuivirent un défaitisme et une passivité vis-à-vis de l'épidémie qui allaient à l'encontre de toute la connaissance et de la tradition médicale.

En effet, pas de diagnostic et pas de soin ! Prenez du Doliprane ! Les médecins ont pendant des centaines d'années soigné avec de l'espoir. Donner de l'espoir, c'est déjà soigner. Renoncer, c'est désespérer la population. C'est prendre des risques considérables dans la prise en charge des patients. Lorsqu'on est pessimiste et affolé, on n'a pas l'état d'esprit nécessaire pour gérer la situation et rassurer les malades. Dans cet état de panique où l'information circule par voie orale ou numérique, et non plus en utilisant de véritables outils scientifiques et en observant la maladie pour adapter la prise en charge, tout devient possible. Les décisions changent du jour au lendemain, les opinions sont fondées sur des stratégies considérées comme étant efficaces parce que utilisées chez nos voisins. Enfin, la vérité numérique s'oppose

à la réalité pratique dans des proportions qui n'avaient pas été atteintes en médecine jusqu'à ce jour. L'histoire de l'hydroxychloroquine est d'ailleurs frappante. Comment peut-on imaginer qu'un médicament administré depuis soixante-dix ans – qui compte parmi les plus prescrits au monde avec deux milliards de consommateurs – soit brutalement devenu un poison? En effet, selon ses détracteurs, il aurait tué 10 à 30 % de ceux qui en auraient pris durant la pandémie.

En France, 32 millions de comprimés de Plaquenil (hydroxychloroquine 200 mg) ont été consommés en 2019. Ce médicament, encore vendu sans ordonnance il y a peu, est désormais interdit du fait de sa toxicité extrême supposée! Pour de multiples raisons, dont n'est pas absente la logique financière, l'hydroxychloroquine est brutalement devenue le « diable » aux yeux de certains médias. Des journaux parmi les plus respectables se sont mis à publier des articles indignes, qu'aucun de mes étudiants n'aurait laissé passer! Tout advenait comme si l'espoir était interdit et les bonnes nouvelles indécentes.

Certaines publications scientifiques de renom sont devenues de simples magazines d'opinion, dans lesquelles les convictions priment sur la science. Des résultats inventés, des conclusions incroyables, dont le summum fut celle rendue célèbre par *The Lancet* appelée « Lancetgate » – retirée depuis – qui portait officiellement sur 90 000 personnes et qui concluait que l'hydroxychloroquine possédait une toxicité majeure. Cette supposée étude se fondait sur des patients qui n'existaient probablement pas. Elle avait été conçue par cinq personnes, dont quatre

inconnues. Mais la passion idéologique du *Lancet*, engagé dans la « guerre civile » des élections américaines et dont le rédacteur en chef, Richard Horton, vient de publier un pamphlet politique, avait atteint un tel degré que tout semblait acceptable, pourvu que ce soit contre l'hydroxychloroquine.

L'hydroxychloroquine a cessé d'être une molécule chimique ancienne, connue et bien tolérée, pour devenir un symbole politique et idéologique qui a fini par rendre tout le monde fou!

Des années seront nécessaires avant de digérer un tel scandale, et sans doute encore davantage pour en comprendre les tenants et les aboutissants. Pendant cette période agitée, à Marseille, nous tentions de continuer à mener une activité médicale traditionnelle : faire des diagnostics, isoler les patients, les traiter du mieux que nous pouvions avec les médicaments disponibles. Tout patient n'est pas un objet d'essai!

Les résultats, extrêmement significatifs, que nous avons obtenus ont depuis été confirmés par plus de 80 études. Pourtant, ce que nous avons réalisé durant l'épidémie nous a valu des attaques d'une violence inouïe. Face à elles, Philippe Douste-Blazy, avec patience, défendait ce que je crois être le bon sens d'un médecin calme et d'expérience. Lui-même paraissait atterré par la bataille qui se déroulait sous nos yeux.

Lors de la dernière élection du directeur général de l'OMS, j'avais espéré qu'il accède à cette fonction. Pour avoir à la tête de cette organisation un homme d'expérience et de bon sens, sans nervosité excessive, afin de lui redonner la place qu'elle mérite. Mais, dans un

monde où le casting a pris le dessus sur la compétence, cela n'a pas été possible. L'OMS ressemble désormais à un bateau ivre. Nommer une personne à une fonction importante uniquement pour ce qu'elle représente a de graves conséquences. Le responsable d'une organisation internationale n'est pas un simple figurant dans une pièce de théâtre. En tout cas, dans les pièces où il a joué, Philippe Douste-Blazy a, lui, toujours fait preuve d'humanisme, de persévérance et de compétence.

Ce livre l'illustre une fois de plus.

Pr Didier RAOULT

PROLOGUE

« Malgré les progrès scientifiques incontestables, nous sommes toujours incapables de dire pourquoi, comment et quand se produira une nouvelle pandémie. Nous vivons actuellement avec le poids de cette menace. Mais, quoi qu'il en soit, les sociétés modernes peuvent s'organiser pour anticiper les risques et diminuer l'impact. »

J'ai tenu ces propos le 16 février 2005, alors que j'intervenais devant l'Assemblée nationale en tant que ministre des Solidarités, de la Santé et de la Famille du gouvernement Raffarin.

C'était il y a quinze ans, du temps de « l'ancien monde » comme diraient certains. Il est vrai que cette époque paraît désormais bien lointaine. Une nouvelle ère de terrorisme n'avait pas encore ensanglanté la France, la guerre civile en Syrie n'avait pas poussé des millions de réfugiés vers l'Europe, la crise financière de 2008 n'avait pas bouleversé les équilibres politiques, les réseaux sociaux n'en étaient qu'à leurs balbutiements et les téléphones portables ne servaient qu'à téléphoner ou envoyer des SMS. À cette époque, quiconque aurait

prétendu que plus de la moitié de l'humanité se retrouverait un jour confinée parce qu'un virus se répandait à travers le monde serait passé pour un doux illuminé. Je suis bien placé pour le savoir : j'ai été ce « doux illuminé ». Je ne me prends pas pour Nostradamus, je n'avais évidemment pas prévu dans le détail ni la date ni l'ampleur de la pandémie que nous avons subie en 2020. Je ne savais pas quel virus frapperait mais j'avais une idée précise des conséquences qu'il pourrait entraîner sur les plans sanitaire, économique et social. Après la crise du SRAS de 2003, j'avais pris conscience que nous devions nous préparer à faire face à une menace de bien plus grande ampleur et j'avais pu constater que ni notre pays ni aucun autre ne s'en donnait les moyens. C'est pour cette raison que j'avais pris la parole à l'Assemblée nationale ce jour-là. En prenant l'exemple de la grippe aviaire, j'avais dressé un panorama des risques auxquels nous exposerait une pandémie infectieuse mondiale, puis j'avais exposé les grandes lignes du plan gouvernemental que j'avais élaboré dans cette perspective.

Dans un monde idéal, mon intervention aurait sans doute provoqué une prise de conscience générale chez les députés qui auraient tous gardé à l'esprit les risques que nous courions dans les années à venir. Dans un monde idéal, tous mes collègues du gouvernement se seraient mobilisés sur la nécessité de donner à notre État les moyens de réagir le jour où une telle pandémie se déclarerait. Dans un monde idéal, après la conférence de presse que j'ai donnée, l'ensemble des médias auraient consacré des articles ou des reportages à ce sujet pour alerter l'opinion. Dans un monde idéal, j'aurais

senti au sein de notre pays un état d'esprit disposé à une mobilisation sans faille pour se protéger d'un péril qui risquait de faire vaciller l'ensemble des structures de la société et d'emporter des vies par milliers. Dans un monde idéal, j'aurais obtenu des réponses favorables lorsque j'ai proposé aux autres pays européens d'établir des coopérations visant à mettre en œuvre une stratégie commune face à une potentielle pandémie. Dans un monde idéal, je n'aurais rencontré aucune difficulté à faire avancer cette cause, car j'aurais eu en face de moi des élites qui auraient eu la sagesse de comprendre que le pire peut survenir, surtout lorsque plusieurs répétitions générales ont déjà eu lieu. Dans un monde idéal, le monde entier se serait uni pour conjurer ce risque infectieux, car nos instances internationales seraient capables de faire taire les intérêts particuliers pour unir les nations face à un danger susceptible d'anéantir une partie importante de la population. Malheureusement, nous ne vivons pas dans un monde idéal. À quelque niveau que ce soit, je n'ai rencontré au mieux que de l'indifférence et au pire du mépris.

Un immense gâchis

Plaider pour la nécessité de nous préparer à une pandémie mondiale n'est pas l'exercice le plus bénéfique qui soit pour un responsable politique. Lorsque l'on est aux responsabilités, il vaut toujours mieux annoncer des bonnes nouvelles ou prendre des mesures qui auront un impact rapide sur le quotidien des Français. Consacrer une part importante de son temps et de son énergie

à un danger hypothétique qui semble tout droit sorti d'un film catastrophe hollywoodien ne fait pas partie des préconisations des conseillers en communication. Je n'étais pas né de la dernière pluie, j'évoluais depuis suffisamment longtemps en politique pour savoir que le long terme est rarement une préoccupation majeure dans les plus hautes sphères de l'État. J'avais pourtant reçu le soutien sans faille du président de la République de l'époque, Jacques Chirac, qui m'a appuyé lorsque j'ai exposé ce premier « plan gouvernemental de lutte contre la pandémie grippale » et m'a encouragé à le hisser au niveau interministériel pour qu'il soit ainsi intégré à la sécurité et la défense nationales.

L'administration française a, elle aussi, pleinement joué son rôle dans ce domaine. De mon plan est né un rapport de la haute fonction publique, puis de ce rapport sont nés une structure, des moyens financiers et une organisation des infrastructures. Mes deux successeurs au ministère de la Santé, Xavier Bertrand d'abord et Roselyne Bachelot ensuite, ont eux aussi poursuivi la stratégie que j'avais imaginée en développant les dispositifs en place. Tout était prêt, tout était encadré, le matériel était stocké, les processus étaient rédigés. La pandémie pouvait se déclarer, nous étions prêts à riposter. Il n'a suffi que de quelques années pour que ce bel édifice soit démolí par étapes successives, avant d'être réduit en cendres et balayé hors des structures étatiques au nom de la loi comptable. Guidés par des réflexions à courte vue, des décideurs ont choisi d'enterrer sans fleurs ni couronnes tout ce qu'ils s'évertueront à rechercher lorsque la crise du coronavirus s'imposera. Du château fort que nous avons bâti pierre

après pierre pour nous protéger d'un ennemi viral, il ne restait même pas des ruines. Alors, lorsque vint le virus, il était trop tard pour les regrets. Un à un, les responsables de cet immense gâchis ont tenté de dissimuler leurs responsabilités en renvoyant la balle à telle administration ou tel prédécesseur. C'est le charme de la politique, comment aurait-il pu en être autrement ? L'heure n'est pas à désigner les coupables, cependant les Français méritent de connaître la véritable histoire de cet incommensurable gâchis. Je pense avoir la légitimité pour la raconter.

Je mesure la responsabilité de prendre la parole sur un tel sujet alors que des milliers de familles, auxquelles nous devons avant tout penser, n'ont pas encore fait leur deuil après avoir perdu un proche de la Covid-19. Ce n'est pas en tant qu'ancien responsable politique que j'ai décidé d'écrire ce livre mais au nom de mon inlassable engagement en faveur de la santé publique. Je n'ai pas pour dessein de juger qui que ce soit, ma seule ambition est d'empêcher que de nouvelles fautes lourdes de conséquences ne soient à nouveau commises. La crise que nous avons traversée ne sera en aucun cas une simple parenthèse douloureuse que nous pourrions refermer avec la conscience de ceux qui pensent le danger écarté. Nous devons apprendre des erreurs passées, surtout lorsqu'elles auraient pu si facilement être évitées. « La fidélité dans la sottise est une sottise de plus », disait Vladimir Jankélévitch. Suivons ce précieux conseil et ne nous obstinons pas dans l'erreur.

Le risque zéro n'existe pas, c'est une réalité qu'aucun médecin n'ignore. À chacune de nos décisions, nous devons comparer le risque au bénéfice potentiel. Nous

ne vivons pas dans un monde binaire où seuls le bien et le mal coexistent. Je ne prétends donc aucunement détenir la vérité absolue sur la manière dont un pays doit être gouverné lors d'une crise comme celle que nous avons vécue. Mais, d'un point de vue sanitaire, certains faits sont à ce point incontestables qu'ils ne peuvent plus être niés, même avec la plus mauvaise foi du monde. C'est pourquoi j'ose affirmer qu'une pandémie comme celle de la Covid-19 était annoncée, des signes précurseurs s'étaient multipliés au cours des années précédentes. Une autre vérité doit être dite, même si elle est inaudible à tous ceux qui ont souffert dans leur chair en raison du coronavirus ou qui ont subi de plein fouet la crise économique qui a découlé du confinement généralisé. Pourtant, aussi difficilement acceptable que ce soit au regard du nombre de morts, chacun doit prendre conscience que la virulence de ce virus n'était pas extrême comparée à bien d'autres. Qu'est-ce que cela signifie? Qu'un autre virus pourrait un jour se révéler bien plus meurtrier si nous nous contentons encore de subir les conséquences plutôt que d'anticiper les réponses. Dans vingt ans, dans dix ans, demain peut-être, une autre épidémie plus contagieuse encore pourrait se propager avec un taux de mortalité qui nous foudroierait. Nous n'avons donc ni le temps de souffler ni le luxe de nous croire à l'abri pour longtemps. Certains estiment que la probabilité d'une nouvelle pandémie s'abattant sur le monde dans les prochaines années est extrêmement faible. À mon sens, ils s'aveuglent. Se croire à l'abri n'a jamais empêché le pire d'arriver. Nous devrions l'avoir compris...

Plus de vœux pieux

Nous aurons beau accomplir chaque année des progrès techniques qui semblaient impensables il y a quelques décennies, nous continuerons de vivre dans un écosystème où sévissent des virus et des bactéries, où interviennent des catastrophes naturelles. Notre médecine pourrait frôler la perfection dans un avenir proche, l'espèce humaine se retrouvera toujours démunie lorsqu'elle sera confrontée à un virus jusqu'alors inconnu. Nos sociétés peuvent se croire indestructibles, elles ne cesseront jamais d'endurer des séismes inédits. Imaginer que nous pourrions un jour vivre dans un monde purifié et pacifié est l'apanage des esprits crédules et des vendeurs de rêve. Dès lors que l'on accepte la réalité telle qu'elle est et non telle que nous aimerions qu'elle soit, nous devons être capables d'agir pour ne pas subir.

L'ère des donneurs de leçons dure depuis trop longtemps pour que j'aspire à rejoindre leur camp. Je ne cherche ni à me complaire dans le défaitisme ni à distribuer les bons et les mauvais points. L'unique objet de ce livre est de dresser le bilan des erreurs commises pour qu'elles ne se reproduisent plus et de proposer des solutions. Car je possède, moi aussi, une part de naïveté : je reste convaincu que changer le cours des choses ne dépend que de nous. Le fatalisme m'a toujours été insupportable, car il sert sans cesse d'excuse à ceux qui choisissent de baisser les bras. Je sais par expérience qu'aucun combat n'est aisé, que nulle victoire ne se remporte sans efforts

et que les déceptions sont toujours plus nombreuses que les satisfactions. Toutefois, je refuse d'abdiquer. Notre pays a besoin de réformes de grande envergure pour que notre système de santé ne sombre pas dans la médiocrité qui lui est promise malgré l'engagement sans faille de nos soignants. Nos instances internationales ont besoin de se refonder pour sortir de l'incapacité à agir qui les a si pathétiquement caractérisées durant toute la crise. Le village global qu'est devenu le monde a besoin d'ériger un système de solidarité qui dépasse les frontières comme il a su le faire avec l'économie ou l'information. Cette crise aura aussi été révélatrice d'un grave dysfonctionnement de la communication scientifique. L'hystérie collective suscitée par le traitement par hydroxychloroquine, et la publication d'une fausse étude par une des revues des plus réputées, resteront comme l'un des plus grands scandales de la médecine. Nous ne pouvons accepter que cela se reproduise.

Il ne s'agit pas d'énumérer les vœux pieux en croisant les doigts pour qu'ils se réalisent d'eux-mêmes. Les doux idéalistes et les démagogues de toute obéissance se sont suffisamment couverts de ridicule durant la crise sanitaire en décrivant ce merveilleux « monde d'après » censé se dessiner comme par magie. Mais le « monde d'après » est arrivé et il n'a rien d'enchanteur. Alors, rangeons les tribunes sans lendemain, les professions de foi stériles et les incantations sur le grand soir dont personne n'a jamais vu l'aube. Cessons d'espérer et agissons. Non par de belles paroles ou des engagements vides de sens mais par des décisions concrètes et des réformes courageuses qui ne plairont

pas à tout le monde mais se révéleront essentielles à l'intérêt général. Pour que ce soit possible, nous devons cependant être capables de regarder la réalité en face et comprendre comment nous en sommes arrivés là.

I

POURQUOI D'AUTRES PAYS ONT RÉUSSI LÀ OÙ LA FRANCE A ÉCHOUÉ ?

La crise de la Covid-19 a stupéfié l'humanité tout entière. En quelques mois, le virus s'est répandu à travers la planète, n'épargnant presque aucun pays. Ce n'était pas la première fois que l'espèce humaine subissait une pandémie d'une telle ampleur : la peste a décimé plus de 10 millions d'individus de la Mésopotamie à Rome au cours du II^e siècle, la « peste noire » a exterminé au moins un tiers de la population européenne mille ans plus tard, le choléra a emporté 100 000 Français en 1832, puis une grippe venue d'Asie que l'on qualifiait d'« espagnole » tua à son tour 50 millions d'êtres humains sur l'ensemble des continents entre 1917 et 1919. Face à ces fléaux, nos ancêtres se sont d'abord contentés de prier les dieux pour qu'ils viennent à leur secours, puis ils ont entrepris de circonscrire les contagions avec leurs connaissances scientifiques limitées et du matériel médical rudimentaire. Lorsqu'une nouvelle pandémie mondiale a surgi en ce début de troisième

millénaire, l'humanité était certes plus exposée qu'elle ne l'avait jamais été en raison de la transformation du monde en village global, mais nous possédions désormais des infrastructures, des moyens technologiques et des connaissances scientifiques qui nous permettaient de faire face. Nous n'avions plus le droit d'accuser la fatalité ou de compter sur la bonne fortune pour être épargnés. À tous les gouvernements, un seul impératif s'imposait : prendre les bonnes décisions. Tous avaient pour objectif de limiter la propagation du virus et de sauver des vies. Le moins que l'on puisse dire, c'est que certains ont mieux réussi que d'autres...

l'Archipel

Vous avez aimé ce livre ?
Il y en a forcément un autre
qui vous plaira !

Découvrez notre catalogue sur
www.editionsarchipel.com

Rejoignez la communauté des lecteurs
et partagez vos impressions sur



www.facebook.com/larchipel